

DOSSIER DE PRESSE

CARÊME 2006

L'accès aux droits, condition du développement

**40 responsables d'associations du Sud et de l'Est
témoignent à travers la France
du 15 mars au 4 avril 2006**

Petits paysans, l'accès aux ressources
terre, semences, eau, ressources halieutiques, finances

Roms, l'accès aux droits
économiques, sociaux, culturels



COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT
4, rue Jean Lantier 75001 Paris - Tél. : 01 44 82 80 00 - Fax : 01 44 82 81 46 - Site : www.ccfcd.asso.fr

- 3 40 acteurs de terrain à notre rencontre
 4 Le CCFD, la cause du développement

Présentation des partenaires

AFRIQUE

- 5 Cameroun, Côte d'Ivoire
 6 Ethiopie, Mali, Mozambique
 7 Niger
 8 Niger, Tchad

AMÉRIQUE LATINE

- 9 Argentine, Bolivie
 10 Brésil
 11 Colombie, Guatemala
 12 Haïti, Mexique
 13 Paraguay, El Salvador

ASIE

- 14 Birmanie/Thaïlande, Inde
 15 Inde, Indonésie
 16 Philippines, Sri Lanka, Thaïlande

BASSIN MÉDITERRANÉEN

- 17 Algérie, Tunisie
 18 Liban

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

- 19 Albanie, Roumanie
 20 Russie, Serbie

MIGRANTS

- 21 Roms, Femmes
 22 Les partenaires à travers la France

40 acteurs de terrain à notre rencontre

POUR ATTEINDRE LES PLUS PAUVRES, LE CCFD A CHOISI DE FAIRE TRANSITER SON AIDE AU DÉVELOPPEMENT VIA DES ASSOCIATIONS LOCALES QUI SONT SES PARTENAIRES DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST. UNE QUARANTAINE DE RESPONSABLES DE CES ASSOCIATIONS PARCOURRONT LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE FRANCE DU 15 MARS AU 4 AVRIL 2006 POUR TÉMOIGNER DES INITIATIVES QU'ILS METTENT EN ŒUVRE AUPRÈS DE LEURS CONCITOYENS LES PLUS DÉMUNIS.

L'accès aux ressources, condition du développement

Qu'ils soient paysans ou pêcheurs, les producteurs familiaux sont les premiers à souffrir de la faim dans les pays du Sud et de l'Est, alors même que leur activité de tous les jours devrait leur permettre d'offrir à leur proche de quoi se nourrir. Les partenaires nous demandent de les aider à relever ce défi qui passe par l'accès à 5 ressources identifiées comme des leviers essentiels pour les producteurs pauvres :

- la terre, qui doit faire l'objet d'un nouveau partage
- les semences, dont l'utilisation libre est menacée
- les finances, d'un accès difficile pour les plus pauvres
- l'eau, dont l'accès doit être possible pour tous
- les ressources halieutiques, qui font l'objet d'une rude concurrence.



Des partenaires de Bolivie et du Brésil, membres de la campagne "le soja contre la vie", témoigneront plus particulièrement des conséquences négatives de la culture du soja en Amérique du sud.

L'accès aux droits pour les Roms

D'autres partenaires viennent des communautés roms des Balkans, Albanie, Roumanie, Serbie, ou d'associations qui travaillent auprès des Roms en France. Au-delà des stéréotypes, ils témoigneront des difficultés que rencontre cette minorité ethnique pour accéder aux droits économiques, sociaux et culturels.

Samedi 25 mars, ces partenaires participeront à la manifestation de solidarité internationale qui réunira 100 000 jeunes, le défi "Bouge ta planète !", nouveau nom du défi Terre d'Avenir. En effet cette problématique est le thème d'éducation au développement proposé aux jeunes pour les années 2006/2007 sous l'appellation "Roms, gitans, manouches, citoyens à part... entière !".

Un témoignage en direct

Accueillis et pilotés par les bénévoles du CCFD, ces acteurs de terrain présenteront leur témoignage au cours de nombreuses rencontres avec le public français et rencontreront des associations travaillant ici sur des problématiques proches de la leur.

Le CCFD, la cause du développement

EN 45 ANS D'ACTION SUR TOUS LES CONTINENTS, LE CCFD EST DEvenu LA PREMIÈRE ONG FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME. SA VOCATION : SOUTENIR LES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES DANS LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT QU'ELLES METTENT ELLES-MÊMES EN ŒUVRE ET SENSIBILISER LE PUBLIC À L'ACTION INTERNATIONALE. IL EST RÉGULIÈREMENT APPELÉ À TRAVAILLER AVEC DE GRANDES INSTANCES NATIONALES ET INTERNATIONALES COMME L'UNION EUROPÉENNE OU L'ONU.

Là-bas, être partenaire des acteurs locaux

■ **La notion de partenariat revêt pour le CCFD une importance capitale.** Pour réussir, toute action de développement doit impérativement reposer sur la mobilisation des compétences d'acteurs locaux. Le projet doit concerner les plus démunis, répondre à un besoin réel ressenti par la population, s'appuyer sur une structure associative solide. En 45 ans, le CCFD a tissé un réseau dense de plusieurs centaines de partenaires dans le monde entier, 500 projets sont soutenus chaque année dans 75 pays.

■ **Pour répondre aux nouveaux défis du développement,** les partenaires sont de plus en plus souvent appelés à partager leur expérience et leur savoir faire, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, afin de mettre au point des stratégies communes. Le CCFD soutient leur participation active aux grands événements nationaux et internationaux (Forum social mondial, Forum alternatif lors des G8, des Conférences de l'OMC...) pour favoriser leur implication directe et leur permettre d'apporter des propositions alternatives. Ils sont également invités chaque année à venir témoigner de leurs initiatives et de leur travail pendant la période du carême.

Ici, s'engager pour la solidarité internationale

■ **Pour bâtir un monde plus solidaire, il est important d'informer l'opinion** publique pour mieux prendre en compte les besoins des populations les plus pauvres. Pour ce faire, le CCFD peut compter sur un réseau de 15 000 bénévoles organisé en 99 Comités diocésains et 1 500 équipes locales qui proposent des soirées-débats pour faire connaître la réalité des pays du Sud sur différentes thématiques, ou encore le défi "Bouge ta planète !" qui mobilise chaque année plus de 100 000 jeunes sur le thème du développement solidaire.

■ **La réalité vécue par ses partenaires incite le CCFD à s'engager ici,** dans des collectifs et des plates-formes, pour mener avec d'autres des campagnes de sensibilisation qui attirent l'attention des responsables politiques ou économiques sur les règles du commerce international, les politiques agricoles et commerciales, le développement durable : la "Campagne pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres", la campagne "de l'éthique sur l'étiquette", en 2005 la campagne "Exportations de poulets : l'Europe plume l'Afrique" et en 2006, "Le soja contre la vie" qui dénonce l'expansion de la culture du soja en Amérique du sud. Le CCFD a participé à la campagne "2005 : plus d'excuses !" dans le cadre de "l'Action mondiale contre la pauvreté".

CDD, COMITÉ DIOCÉSAIN DE DÉVELOPPEMENT

M. Paul Vandewna

Agronome de formation, il coordonne les activités d'animations agricoles.

FRANCOPHONE

Le projet rural du CDD de Maroua vise à améliorer la production agricole, la sécurité alimentaire et à favoriser la structuration du monde agricole. Des animateurs relais organisés en associations indépendantes jouent le rôle d'interlocuteurs directs auprès des villageois. Le CDD promeut de nouvelles techniques agricoles (par des réunions, des démonstrations etc.) et soutient des magasins alimentaires. Dans ce dispositif, le Centre de Jéricho forme chaque année des couples dans les domaines de l'agriculture, de la gestion, de l'organisation, ainsi que sanitaire. Après leur séjour dans ce centre, ces couples animeront et partageront leurs connaissances auprès des villageois. Ce projet est parti intégrante de la stratégie de développement rural et de la sécurité alimentaire dans une vision à long terme. La province de l'extrême Nord est l'une des plus pauvres du Cameroun. La ville de Maroua est un pôle d'attraction important, qui connaît une urbanisation très rapide.

RÉGION D'ACCUEIL BOURGOGNE/FRANCHE-COMTÉ

JAB, JEUNESSE AGRICOLE DE BEOUNI

M. Gbahi Kouakou

Président du conseil d'administration de JAB, il pilote l'élaboration des projets.

FRANCOPHONE

Cette plate forme de jeunes agriculteurs regroupés en coopérative a pour objectif d'améliorer la compétitivité et l'organisation des filières de productions vivrières, ainsi que les conditions de vie et de travail de ses membres. Elle s'efforce aussi de prévenir les problèmes de santé au travers d'actions de sensibilisation. Ses activités tournent autour d'une formation d'alphabétiseurs et d'une installation de cellules d'alphabétisation dans les villages, d'une formation des élus des sections à la vie associative et à la responsabilisation, de relais communautaire pour la sensibilisation au VIH/SIDA. Elle assure également un suivi technique agricole.

RÉGION D'ACCUEIL RHÔNE-ALPES

Ethiopie

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

OSRA, OROMO SELF RELIANCE ASSOCIATION

M. Alemayehu Mechessa

Coordinateur.
ANGLOPHONE

L'OSRA travaille dans le but de sécuriser la disponibilité et l'accessibilité des céréales au moment de la période de soudure et de favoriser l'accès à l'eau. Elle prévoit de créer un marché de céréales au niveau local pour libérer ainsi la communauté des intermédiaires et spéculateurs. En effet, 85% de la population éthiopienne vit en milieu rural et dépend pour sa subsistance, directement ou indirectement du secteur agricole. Le manque d'accès au marché, la dépendance aux intermédiaires ainsi que les difficultés d'accès et les problèmes de gestion de l'eau constituent les principaux goulots d'étranglement alors que chaque année, entre 5 et 10 millions d'Éthiopiens souffrent de la famine.

RÉGION D'ACCUEIL RHÔNE-ALPES

Mali

CITOYENNETÉ

CENTRE DJOLIBA

M. Désiré Ballo

Directeur des programmes, maître en droit public, chargé de l'élaboration de projets, de l'animation des sessions de formation et de la coordination des activités des différents départements.
FRANCOPHONE

Le centre Djoliba a pour but la promotion d'un développement social, économique et culturel local et durable par la formation, la recherche, l'appui à la structuration et la valorisation de l'expertise locale. Le centre Djoliba travaille au renforcement de la vie démocratique pour la justice et la paix, la décentralisation et la citoyenneté communale ainsi que pour la création d'une dynamique intercommunale de lutte contre la pauvreté et le chômage chez les jeunes.

RÉGION D'ACCUEIL MIDI-PYRÉNÉES/ROUSSILLON

Mozambique

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

KULIMA

Mme Maria de Lourdes Cossa

Diplômée en agronomie et responsable du centre de services de la Kulima.
LUSOPHONE, ANGLOPHONE

L'objectif de ce projet est de permettre aux familles paysannes défavorisées de la province de Inhambane, touchées par la sécheresse de 2001, d'améliorer leurs revenus en renforçant la production familiale et les dynamiques de développement villageoises. La Kulima cherche aussi à sensibiliser les populations des villages à la problématique du VIH/SIDA.

RÉGION D'ACCUEIL BOURGOGNE/FRANCHE-COMTÉ

MOORIBEN FÉDÉRATION DES UNIONS DES GROUPEMENTS DE PAYSANS DU NIGER

M. Inoussa Ganda

*Chargé de programme
à la Fédération Mooriben.*

FRANCOPHONE

Créée en 1993 la fédération Mooriben regroupe plus de 15 unions composées de 418 groupements d'agriculteurs (22 000 personnes). Elle compte parmi les toutes premières organisations constituées librement par les paysans eux-mêmes. L'objectif est de promouvoir la souveraineté alimentaire et de faire face au déficit alimentaire en préparant la nouvelle campagne agricole. L'invasion des criquets en 2004 dans la région a nécessité une action spécifique sur 2005. Deux axes de travail se sont orientés plus particulièrement vers l'organisation de la lutte antiacridienne ainsi que le développement des cultures de contre saison pour compenser les pertes inhérentes aux sauterelles.

RÉGION D'ACCUEIL AUVERGNE/LIMOUSIN

SCOUTS DU NIGER

M. Zabeirou Mahamane

Chef d'un groupe.

FRANCOPHONE

Le mouvement des scouts du Niger regroupe 3 500 jeunes et adultes, de religions et de situations sociales différentes. L'action du scoutisme porte sur différents domaines :

- la santé, il joue un rôle important auprès des populations dans la prévention du SIDA et anime des cases de santé. Des séances publiques portant sur l'assainissement et l'hygiène se déroulent dans tous les quartiers où il existe un groupe,
- l'éducation civique, le reboisement, et l'alphabétisation,
- dans certains villages, les scouts exploitent des champs communautaires.

RÉGION D'ACCUEIL AUVERGNE/LIMOUSIN

AFRIQUE VERTE

M. Idrissa Tahirou Issa

Animateur formateur et responsable de la zone de Zinder de Afrique Verte Niger. Diplômé en géographie, chargé de la supervision des séances de formation et des rencontres entre les coopératives dans cette zone.

FRANCOPHONE

Créée par cinq ONG françaises* à la suite de la campagne de sensibilisation sur la sécurité et l'aide alimentaire à la fin des années 90, Afrique verte s'est donnée comme finalité de contribuer à l'autosuffisance alimentaire dans les pays du Sahel. En effet, l'association considère qu'il existe une production globalement suffisante pour nourrir l'ensemble de la population de la région, que les crises alimentaires et les famines résultent essentiellement du manque d'échanges commerciaux entre les zones excédentaires et déficitaires. Le réseau Afrique verte regroupe aujourd'hui 130 coopératives au Niger, 100 groupements villageois au Burkina, 400 organisations paysannes au Mali. Des représentants d'Afrique verte ont participé au Forum social mondial de Bamako.

*Terre des hommes, Frères des hommes, Peuples solidaires, le CCFD et l'AFVP.

RÉGION D'ACCUEIL AUVERGNE/LIMOUSIN

ACORD, ASSOCIATION DE COOPÉRATION ET DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

M. Alexis Seid Gaye

Chef d'équipe, coordinateur des activités du programme dans le département de Guera.

FRANCOPHONE

Le projet d'Acord porte sur le renforcement de la participation citoyenne au développement dans les zones du Djourf Al Amar, Guera et Dabara. Acord contribue à l'émergence et à la consolidation des mécanismes durables et efficaces de participation des communautés rurales dans le processus de décision, en créant une conscience citoyenne auprès des acteurs locaux, tout cela dans le but de construire une paix durable en milieu rural. Il appuie aussi les communautés dans la mise en place d'investissements : école, pistes, radiers, puits...

RÉGION D'ACCUEIL BOURGOGNE/FRANCHE-COMTÉ

Argentine

ACCES AUX RESSOURCES : LA TERRE, LES FINANCEMENTS

AE, ACCION EDUCATIVA POR LA EDUCACION POPULAR

Mme Viviana Quaranta

Après avoir enseigné les sciences-naturelles, elle est actuellement l'une des responsables de AE et elle accompagne le travail d'une association de petits producteurs de San Javier ; elle est également membre de l'équipe institutionnelle du programme Mercosur social et solidaire.
ESPAGNOL.

Le projet est orienté vers un travail avec les membres les plus vulnérables de la population rurale argentine, agriculteurs et agricultrices, jeunes et femmes. Le processus de formation et d'accompagnement technique et organisationnel promeut la participation et l'organisation des différents secteurs, l'amélioration des conditions de vie et de travail et la construction d'une vie digne à travers l'exercice du droit citoyen. Les principales lignes d'action sont la production agroécologique, la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire, le droit à la terre, la santé et l'autonomie des organisations. Les principaux bénéficiaires du programme de développement local sont les petits producteurs agricoles familiaux dans une logique de subsistance et les femmes de San Javier disposant de revenus très faibles et ayant subi des violences domestiques.

RÉGION D'ACCUEIL NORMANDIE

Bolivie

ACCES AUX RESSOURCES : LA TERRE, L'EAU

PROGRAMME NINA POUR LA FORMATION DES DIRIGEANTS PAYSANS ET INDIGÈNES

Mme Delia Pinto Melgarejo

Licenciée en communication sociale, coordinatrice régionale pour la région Est du pays du Programme Nina (Santa Cruz).
ESPAGNOL

M. Erwin Freddy Mamani Machaca

Dirigeant paysan représentant la FRUTCAS (Fédération régionale unique des travailleurs paysans de l'Altiplano Sud) bénéficiaire du Programme Nina.
ESPAGNOL

Le Programme Nina forme des dirigeants paysans et indigènes sur les questions politiques, sociales et économiques, apprentissage de techniques de formation et de gestion municipale, lois concernant les terres etc. Plus spécifiquement, le Programme Nina agit en faveur de l'organisation des mouvements/organisations paysans et indigènes et de leur articulation en faveur de leur participation politique et citoyenne. Les dirigeants doivent pouvoir s'appuyer sur des outils d'analyse précis pour mieux appréhender la réalité et la problématique indienne et paysanne. Ces formations permettent de mettre en place un réseau pour la capitalisation d'informations et d'expériences ainsi que de créer des espaces de réflexion et de débats et aux leaders indigènes et paysans d'élaborer des propositions viables et des stratégies nouvelles en matière d'accès aux droits et d'éligibilité.



L'avancée de la culture soja a des conséquences dramatiques pour les petits exploitants : intimidations, expulsions et dangers liés à la monoculture. Le programme Nina mène des actions de lobbying contre l'expansion dangereuse du soja en Bolivie pour défendre les droits fondamentaux des paysans indigènes. Le programme Nina fait partie de la campagne "Le soja contre la vie", en partenariat avec le CCFD.

RÉGION D'ACCUEIL AQUITAINE/POITOU-CHARENTES

AS-PTA RÉGIONAL NORDESTE

Mme Maria Paula Correia Lima de Almeida

*Agronome de formation avec
une expérience en développement local,
elle travaille actuellement dans le domaine
de la biodiversité.*

PORTUGAIS

SERVICE ET CONSEILS POUR DES PROJETS EN AGRICULTURE ALTERNATIVE

Fondée en 1989, AS-PTA est une ong à large rayon d'action, créée par des agronomes. L'AS-PTA s'implique particulièrement dans la gestion de l'eau en milieu semi-aride, l'accompagnement de dynamiques syndicales paysannes et la production de produits issus de l'agriculture biologique. Elle défend l'agriculture familiale brésilienne et la mise en place de politiques de développement rural. Le travail d'AS-PTA englobe des domaines variés, les semences (patrimoine de l'humanité), l'eau (un droit pour tous), la santé et l'alimentation ainsi que la sécurité alimentaire des familles dans la zone semi-aride.



L'AS-PTA est une des organisations qui suit de près l'évolution du soja, et notamment l'avancée du soja transgénique. Elle coordonne la campagne "Pour un Brésil sans OGM", et est partenaire de la campagne "Le soja contre la vie".

RÉGION D'ACCUEIL ALSACE-LORRAINE

MIJARC, MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE AGRICOLE ET RURALE CATHOLIQUE

M. Gilberto Junior Costa

*Agriculteur familial, production,
commercialisation, développement
social, responsable du thème
de la souveraineté alimentaire
au sein du MRJC.*

PORTUGAIS

Le MIJARC est une organisation qui regroupe plusieurs mouvements de jeunes catholiques au niveau national. Les mouvements d'Amérique Latine, Asie, Europe et Afrique s'unissent pour former le MIJARC Mondial, dont le siège est en Belgique. Le MIJARC articule, organise et réalise son travail avec la jeunesse agraire rurale latino américaine en vue de la construction d'une société prônant le respect de la nature. Il a pour objectifs la formation et l'éducation des jeunes ruraux, au service de la transformation du milieu agricole rural, de la découverte de leur identité propre d'agriculteurs, avec une conscience critique, constructive et ouverte. Le MIJARC représente les intérêts de la jeunesse agricole rurale catholique latino-américaine face aux organisations internationales. Son principe fondamental est la formation par l'action.

RÉGION D'ACCUEIL MIDI-PYRÉNÉES/ROUSSILLON

Colombie

ACCES AUX RESSOURCES : LA TERRE

IMCA INSTITUTO MAYOR CAMPESINO

M. Alfredo Ferro Madina*Prêtre, maîtrise en sociologie des religions, directeur de l'IMCA.*

ESPAGNOL ET PORTUGAIS

L'IMCA renforce le processus de sensibilisation à l'agriculture biologique et d'intensification de l'autoconsommation auprès des petits producteurs de la région du Cauca (Sud-Ouest de la Colombie). L'organisation promeut un espace de concertation de différents secteurs de la société civile agissant pour la construction d'une politique publique de sécurité et souveraineté alimentaire. L'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés paysannes par la proposition d'alternatives de souveraineté alimentaire, notamment par la promotion de nouvelles pratiques et techniques agricoles. L'IMCA travaille pour renforcer la concertation entre les organisations et les communautés locales en faveur de l'autonomie et de la défense du territoire, des ressources et du patrimoine culturel. Il appuie également les initiatives de récupération des écosystèmes et d'amélioration de la nutrition.

RÉGION D'ACCUEIL PROVENCE-ALPES-CÔTES-D'AZUR/CORSE

Guatemala

ACCES AUX RESSOURCES : LA TERRE

CCDA, ASOCIACION COMITE CAMPESINO DE L'ALTIPLANO

Mme Lesbia Maribel Morales Sican*Formation d'institutrice, coordinatrice du programme genre et équité.*

ESPAGNOL

Dans la région de l'Altiplano guatémaltèque, touchée de plein fouet par la crise du café, le CCDA (Comité Paysan de l'Altiplano) est une organisation qui lutte pour l'accès à la terre, dans le cadre d'une réforme agraire intégrale, et pour les droits des paysans mayas du Guatemala. Le CCDA accompagne la mise en œuvre laborieuse des accords de paix signés en 1996, dans un contexte de recrudescence de la violence et d'intimidation à l'égard des organisations paysannes. Dans le cadre de son travail pour l'amélioration des conditions de vie et le respect de la dignité des communautés paysannes, le CCDA s'est engagé sur la voie de la production biologique du café et sur la recherche de marchés équitables pour sa commercialisation. Un autre axe important du travail du CCDA est la valorisation de la culture maya et la valorisation du statut de la femme.

RÉGION D'ACCUEIL BOURGOGNE/FRANCHE-COMTÉ

Guatemala

APPUI AUX ORGANISATIONS INDIGENES

SERJUS, SERVICES JURIDIQUES ET SOCIAUX

Mme Julia Mendoza*Assistante à la direction générale de SERJUS.*

ESPAGNOL

L'objectif général de SERJUS est d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales et de promouvoir leur participation à la construction démocratique et la participation citoyenne, depuis le niveau local, en passant par les structures municipales et les autres sphères de la société et de l'Etat. Pour cela, SERJUS travaille sur le plan de la formation de leaders (éducation populaire), tournée vers des pratiques autogestionnaires et autour de projets alternatifs de développement ; ainsi que sur l'appui juridique aux organisations rurales de base guatémaltèques. L'appui à des populations indigènes cherche à revaloriser la culture maya et raffermir le tissu social communautaire.

RÉGION D'ACCUEIL PROVENCE-ALPES-CÔTES-D'AZUR/CORSE

KNFP, CONSEIL NATIONAL DE FINANCEMENT POPULAIRE**M. Lionel Fleuristin**

Coordinateur du KNFP, formation d'agronome, économie et développement rural, il assure la direction de l'Institut Mobile de Formation (IFOMOR).
FRANCOPHONE

Le Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (KNFP) est une association haïtienne créée en 1998, constituée d'un réseau d'institutions engagées fortement dans le financement décentralisé en milieu rural. Les huit institutions membres de KNFP rassemblent plus de 1 500 structures de financement de base (banques communautaires ou mutuelles de solidarité), soit environ 50.000 membres répartis dans les dix départements géographiques du pays dont 80% en milieu rural. Le KNFP est engagé dans trois domaines : la formation des acteurs du financement rural (membres de groupes de base, professionnels du financement décentralisé), grâce à son institut mobile de formation (IMOFOR) ; la définition d'un cadre légal pour les organisations de financement décentralisé non soumises aux lois bancaires et coopératives ; l'amélioration des services financiers rendus notamment par la mise sur pied de lieux d'échanges et de réflexion sur les problématiques du financement rural, etc.

RÉGION D'ACCUEIL NORD-PAS-DE-CALAIS/PICARDIE/CHAMPAGNE-ARDENNE

TÈT KOLE TI PEYZAN AYISYEN- TÈT KOLE PETITS PAYSANS HAÏTIENS**M. Robert Metayer**

Animateur et formateur en financement rural, coordinateur national de Tèt Kole.
CRÉOLE

Le Nord-Ouest compte parmi les régions les plus pauvres d'Haïti : fort taux d'analphabétisme, absence d'infrastructures, etc. La région, soumise à des sécheresses régulières, est caractérisée par son aridité. Les paysans travaillent le plus souvent comme métayers ou comme employés agricoles. Tèt Kole est un mouvement paysan fondé en septembre 1986 qui lutte pour l'accès à la terre et veut changer les conditions de vie des paysans haïtiens et de leurs familles en les regroupant dans un mouvement national capable de soutenir leurs revendications et participer à la transformation sociale du pays. Les principales activités de Tèt Kole sont la lutte pour l'accès à la terre, l'encadrement des paysans, l'animation de radios communautaires, la formation à la médecine naturelle et l'animation d'un réseau de 250 mutuelles de solidarité.

RÉGION D'ACCUEIL BRETAGNE/PAYS-DE-LOIRE

DESMI, DESARROLLO ECONOMICO SOCIAL DE LOS MEXICANOS NDIGENAS**M. José Antonio Melendez Meza**

Formation en sociologie, responsable de la coordination de l'institution.
ESPAGNOL

DESMI est une association créée dans l'Etat du Chiapas en 1969, elle accompagne le processus d'organisation de 169 communautés paysannes indigènes et promeut leur développement économique et social. DESMI accompagne et encourage des pratiques d'économie solidaire avec des valeurs de justice et d'équité au niveau du genre, de pluralité et de dialogue, de respect de la nature, de renforcement de la conscience des populations indigènes sur leurs conditions de vie et de promotion d'alternatives. Au travers de rencontres et d'ateliers de formation technique, juridique et de gestion, les paysans indigènes s'approprient les concepts d'économie solidaire, d'agriculture durable, de sécurité et de souveraineté alimentaire. DESMI facilite par ailleurs l'engagement de ces communautés dans les mouvements de la société civile pour la construction de la justice et de la démocratie.

RÉGION D'ACCUEIL AQUITAINE/POITOU-CHARENTES

Paraguay

ACCES AUX RESSOURCES : LA TERRE

FNC, FEDERACION NACIONAL CAMPESINA

M. Odilon Espinalo

Agriculteur, secrétaire général de la FNC.

ESPAGNOL

La FNC est une fédération composée de petits et moyens producteurs et de paysans sans-terre (environ 3 000 personnes) qui revendiquent l'accès à la terre et au marché et demandent un prix équitable pour les produits agricoles. La FNC agit pour l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, en tenant compte des questions de santé et d'éducation. Elle milite en faveur d'une réforme agraire et d'une politique nationale de développement durable.



La FNC a lancé, en janvier 2006 en lien avec d'autres partenaires, une campagne nationale de mobilisation et d'information sur les conséquences dévastatrices de l'expansion du soja au Paraguay. Des paysans sont régulièrement expulsés violemment de leur terre, les cultures sont détruites du fait des épandages de produits phytosanitaires. Par ailleurs, suite aux dénonciations des syndicats paysans, une politique de criminalisation des mouvements paysans a été mise en place, des leaders ont été arrêtés ou font l'objet de procédures judiciaires.

RÉGION D'ACCUEIL ILE-DE-FRANCE

El Salvador

DÉVELOPPEMENT RURAL

FUNPROCOOP, FUNDACION PROMOTORA DE COOPERATIVAS

M. Edwin Romeo Cortez Estevez

*Diplômé en sociologie rurale,
coordinateur régional.*

ESPAGNOL

La FUNPROCOOP naît en 1967 du travail pastoral social de l'Eglise catholique du Salvador. Sa mission est tournée vers l'appui au développement durable des communautés paysannes, à travers la formation, l'assistance technique et financière, et l'encouragement à des processus d'organisation et de participation politique. La FUNPROCOOP met en œuvre trois grands axes de travail :

- la promotion d'initiatives économiques populaires en milieu rural, en particulier par la mise en œuvre d'une agriculture durable (promotion de semences autochtones ou traditionnelles, recherche d'alternatives de production agro-écologique, protection et gestion participative des ressources naturelles, comme l'eau et les forêts, formation de coopératives régionales visant à intégrer les processus productifs) ;
- l'éducation populaire, en termes de formation de leaders paysans pour leur participation dans la vie politique, économique et social du pays et de la région centraméricaine ;
- le plaidoyer sur les politiques publiques agricoles visant le développement du secteur de l'agriculture familiale et du système de coopératives, ce qui inclut la défense d'une politique de prix rémunérateurs aux petits producteurs et de crédits adaptés.

RÉGION D'ACCUEIL BRETAGNE/PAYS-DE-LOIRE

Birmanie / Thaïlande

ACCES AUX DROITS

SEM, SPIRIT IN EDUCATION (MOUVEMENT D'ÉDUCATION À LA SPIRITUALITÉ)

M. Thet Naing Tun

Diplômé en théologie, organise et conduit les formations proposées par SEM.

BIRMAN ET ANGLAIS

Dans un contexte où le système éducatif est quasiment détruit depuis la dictature militaire, SEM agit depuis 1996 en développant des programmes de formation pour les dirigeants locaux du Myanmar (ex Birmanie) afin qu'ils puissent mobiliser leurs communautés d'origine sur la voie du développement durable et de la paix. SEM tend à renforcer la société civile, à promouvoir l'écologie, la justice sociale ainsi que l'égalité hommes/femmes en formant 120 leaders des minorités ethniques.

RÉGION D'ACCUEIL ILE-DE-FRANCE

M. Somboon Chungprampree

Comptable.

THAÏ ET ANGLAIS

Le SEM mène des actions dans le domaine du développement communautaire et de l'éducation en Thaïlande depuis 10 ans, notamment pour la formation de leaders de groupes de base dans la voie du développement durable et de la paix. Après le tsunami, le SEM apporte aide et soutien psychologique aux familles qui entrent dans une phase de reconstruction et de réhabilitation.

RÉGION D'ACCUEIL ILE-DE-FRANCE

ASIE

Inde

ACCES AUX DROITS

HRFDL HUMAN RIGHTS FORUM FOR DALIT LIBERATION

M. Ayyavu Killivalavan

Membre du bureau, organise et coordonne les activités au sein du HRFDL.

TAMOUL ET ANGLAIS

HRFDL, le Forum des droits humains pour la libération des Dalits est un Forum de coordination au niveau de l'État du Tamil Nadu composé de 12 réseaux dalits, 175 organisations de base, couvrant une population de 3,2 millions de Dalits (Intouchables). Le Forum lutte contre les discriminations touchant les Dalits. Suite au tsunami, HRFDL s'est organisé avec 4 de ses partenaires pour la relance d'activités économiques, la lutte pour des habitats dignes, l'accès à la propriété pour les Dalits du Tamil Nadu.

RÉGION D'ACCUEIL NORD-PAS-DE-CALAIS/PICARDIE/CHAMPAGNE-ARDENNE

IRDS SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ

M. Nicholas Chinnapan

Directeur de projets.

ANGLOPHONE

Organisation de défense des droits des Dalits créée en 1980, elle intervient dans plus de 150 villages du Tamil Nadu dans les domaines de la lutte pour la défense des droits fondamentaux des Dalits, l'accès à la terre, la promotion de l'éducation et de la santé, l'égalité homme/femme et une agriculture biologique et raisonnée. L'IRDS sensibilise les villageois à la cause des Dalits par du théâtre de rue.

RÉGION D'ACCUEIL CENTRE

SWATE SOCIETY OF WOMEN IN ACTION FOR TOTAL EMPOWERMENT**Mme Christina Samy**

Fondatrice et secrétaire générale de SWATE, elle coordonne les programmes de SWATE.
TAMOUL ET ANGLAIS

Créée par l'AREDS, Association of rural education and development service, une ong indienne partenaire du Ccfd, SWATE est un mouvement de femmes qui organise des campagnes de sensibilisation aux droits des femmes et anime un groupe de théâtre populaire. SWATE travaille au renforcement du rôle des femmes en milieu rural, les soutient dans la lutte pour la défense des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que pour l'installation d'infrastructures de base dans les villages.

RÉGION D'ACCUEIL RHÔNE-ALPES

MMTC MOUVEMENT MONDIAL DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS**M. Anthony Baliswamy**

Coordinateur et responsable du programme d'éducation aux droits humains pour les nomades du Tamil Nadu et de Pondichéry.
TAMIL ET ANGLAIS

Le but de ce projet est d'améliorer les conditions de vie des nomades « gypsies », qui migrent d'un lieu à un autre sans avoir accès à l'éducation pour les enfants, ni aux infrastructures sanitaires. Le MMTC permet aux populations d'apprendre à lire et à écrire, encourage l'alphabétisation et met en place des activités de développement. Présent dans 70 pays, le MMTC est engagé dans la promotion des alternatives qui émergent dans les domaines de la production des biens et des services ainsi que dans la solidarité internationale.

RÉGION D'ACCUEIL ILE-DE-FRANCE

FSPI FÉDÉRATION DE L'UNION DES PAYSANS INDONÉSIENS**M. Ali Fahmi**

Délégué au développement organisationnel et pédagogique du FSPI.
INDONÉSIEN

Créée en 1998, la Fédération regroupe quatorze unions de paysans indonésiens. La loi de 1960 sur la réforme agraire n'a jamais été appliquée, ce sont les investisseurs qui possèdent la terre et pendant les 33 années du régime Suharto, les droits des paysans ont été bafoués. FSPI a pour objectif la promotion des communautés paysannes et de pêcheurs (accès aux ressources, terre, semences, droits, mise en place d'une réelle réforme agraire...). FSPI est coordinateur de la Via Campesina pour la région Asie du sud-est. L'association s'est mobilisée pour la reconstruction des communautés paysannes après le tsunami.

RÉGION D'ACCUEIL PROVENCE-ALPES-CÔTES-D'AZUR/CORSE

Philippines

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

IRDF INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT FUND

Mme Arze Glipo-Carasco

Directrice générale de L'IRDF.

PHILIPPIN ET ANGLAIS

Depuis l'entrée des Philippines à l'OMC, le secteur agricole a fortement souffert, les petites exploitations familiales n'étant pas à même de résister à la concurrence internationale. L'action d'IRDF porte sur la dénonciation des conséquences de la libéralisation de l'agriculture, sur le niveau de vie des petits producteurs du pays. Fondateur et coordinateur de l'Asia Pacific network on food sovereignty et de la Task force for food sovereignty, l'ong défend un développement rural basé sur la souveraineté alimentaire. IRDF renforce le plaidoyer des organisations paysannes, exerce un lobby au niveau national et une mise en réseau au niveau national et international.

RÉGION D'ACCUEIL NORD-PAS-DE-CALAIS/PICARDIE/CHAMPAGNE-ARDENNE

Sri Lanka

ACCES AUX DROITS

HDO HUMAN DEVELOPMENT ASSOCIATION

M. Perumal Sivapragasam

Études de commerce, formation en droits humains internationaux (ONU à Genève), droit des minorités (Fondation canadienne pour les Droits humains), Forum sud-asiatique des études sur la paix, formation au leadership international, développement et conduite de programmes, consultant à l'UNICEF et auteur de plusieurs livres.

TAMOUL, CINGHALAIS, ANGLAIS

Dans ce pays déchiré par les tensions entre Cinghalais, Tamouls et Musulmans, HDO est une ong de développement oeuvrant pour la défense des droits humains, la paix et la justice sociale. L'association travaille à la promotion des droits des travailleurs des plantations de thé ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Son action concerne la construction de la paix, l'économie solidaire, le développement participatif équitable... Suite au tsunami, l'association s'est mobilisée auprès des communautés tamoules et musulmanes dans les zones délaissées par l'aide gouvernementale au Nord et à l'Est du pays et réclame la reconnaissance et la participation active des Ong locales au processus de reconstruction.

RÉGION D'ACCUEIL BRETAGNE/PAYS-DE-LOIRE

Thaïlande

ACCES AUX DROITS

CPCR CENTRE FOR PROTECTION OF CHILDREN'S RIGHTS

M. Chakkrid Chansang

Juriste, responsable du programme régional de protection de l'enfance.

THAÏ ET ANGLAIS

Le CPCR est une organisation thaïe créée en 1982 pour agir en faveur de la protection de l'enfance. Le CPCR travaille avec les enfants en grandes difficultés (victimes de violences, d'abus sexuels ou de prostitution). Le phénomène du trafic d'enfants étant un phénomène régional, le CPCR a lancé depuis quelques années un programme régional de protection des droits de l'enfance pour assurer une évolution juridique des droits de l'enfant en Thaïlande et dans les pays voisins (Chine, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge). Le programme consiste à analyser les systèmes juridiques des différents pays et essayer de les faire évoluer positivement par la signature d'accords cadres bilatéraux entre acteurs non gouvernementaux et organisations gouvernementales.

RÉGION D'ACCUEIL ILE-DE-FRANCE

RADDO : RÉSEAU ASSOCIATIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES OASIS

Né en 2001, afin de sauvegarder et de réhabiliter les oasis du Maghreb, ce réseau regroupe une quinzaine d'associations des quatre pays du Maghreb qui portent ensemble un « Programme d'action concertée oasis » autour de quatre axes prioritaires : sauvegarde des ressources génétiques des oasis, gestion économe de l'eau, amélioration des techniques de production agricole et de gestion des ressources naturelles, renforcement de l'économie locale par la valorisation des productions oasiennes.

Algérie

APEB ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE BENI-ISGUEM**M. H Yahia Abi Mhamed,***Trésorier*

FRANCOPHONE

Beni-Isguen est l'une des grandes oasis de Ghardaia à environ 600 km au sud d'Alger. La mauvaise gestion et les crues répétées de cette dernière décennie ont causé d'importants dégâts aux habitations, aux vergers et au système d'agriculture oasienne de la région, les puits sont abandonnés pour cause de vétusté. Dans ce contexte, l'APEB a lancé un projet de réhabilitation et restauration des puits traditionnels d'irrigation de la palmeraie de Beni Isguen. Pour mieux préserver à l'avenir les oasis, milieux naturels extrêmement fragiles, l'APEB organise des formations en agroécologie.

RÉGION D'ACCUEIL PROVENCE-ALPES-CÔTES-D'AZUR/CORSE

Tunisie

ASOC ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DE L'OASIS DE CHENINI**M. Boulbaba Zinelabidine***Secrétaire général adjoint.*

ARABE, FRANÇAIS.

L'association coordonne la sauvegarde de l'oasis de Chenini, soumise aux nuisances d'un complexe chimique pour le traitement des phosphates de Gafsa. Outre la dégradation écologique de cette oasis de 1000 ha, l'association doit faire face aux migrations de ses habitants les plus vulnérables. La sauvegarde de ce patrimoine passe par une gestion efficace et durable des ressources naturelles et humaines. L'ASOC soutient la valorisation des produits et des sous-produits artisanaux oasiens. 40 familles bénéficient actuellement de ce programme.

RÉGION D'ACCUEIL CENTRE

MADA

Mme Rouayda Saba

Présidente.

ARABE, FRANÇAIS, ANGLAIS

Les actions menées par Mada se situent dans la région du Jourd, à l'extrémité nord du Liban. L'agriculture constitue le principal revenu des populations locales mais le manque d'eau limite considérablement l'exploitation des terres pourtant fertiles. Pour y remédier, l'association Mada a réaménagé 11 sources sauvages. Mada entend aussi lutter contre la pauvreté grâce à une meilleure gestion des ressources culturelles et naturelles locales, notamment en valorisant le patrimoine architectural et en développant le tourisme solidaire.

RÉGION D'ACCUEIL MIDI-PYRÉNÉES/ROUSSILLON

Albanie

DROITS DES ROMS

FBSH ENFANTS DU MONDE, ALBANIE

Mme Evis Papas

Coordinatrice.

ALBANAIS ET ANGLAIS

Le trafic d'enfants constitue un problème social majeur en Albanie et concerne principalement les enfants de la communauté Rom, qui vivent dans une très grande pauvreté. Sous la pression d'une coalition d'ong et d'organisations internationales, l'Etat albanais s'est engagé à mettre en œuvre une stratégie nationale contre le trafic d'êtres humains. FBSH, qui intervient dans le quartier rom de Kino-studio à Tirana, est l'une des associations reconnues en Albanie pour son expérience et son expertise en matière de lutte contre le trafic d'enfants. L'association agit essentiellement en amont avec des actions de prévention ciblées combinant travail social, éducatif auprès des enfants et actions de formation et sensibilisation auprès des adultes, principalement des roms. La première tâche, à l'ouverture du centre, a été de recueillir des enfants des rues de Tirana, roms pour la plupart, afin de leur faire réintégrer leur famille.

RÉGION D'ACCUEIL AQUITAINE/POITOU-CHARENTES

Roumanie

DROITS DES ROMS

ROMANI CRISS

M. Robert Janos Vaszi

Moniteur local des droits de l'homme, travaille sur les cas de discriminations à l'encontre des Roms, et forme des observateurs locaux sur les droits de l'homme.

ROUMAIN, HONGROIS ET ANGLAIS

Créée en 1993, Romani Criss lutte contre le racisme et les inégalités et travaille à renforcer les politiques sociales pour que les Roms soient enfin reconnus comme des citoyens à part entière. Ayant traité 52 cas de violations de droits humains en 2004, elle souhaite aujourd'hui élargir son réseau d'action de lutte contre les violations des droits à l'éducation et au logement. Romani Criss poursuit également le développement de ses activités de plaidoyer et de médiation entre les Roms et les autorités locales. Romani Criss forme des médiatrices sanitaires pour servir de relais entre la population rom et le système de santé afin d'améliorer l'accès à la santé. Elle forme également de jeunes Roms à la surveillance des violations des droits humains et à l'assistance juridique.

M. Robert Janos Vaszi > RÉGION D'ACCUEIL ALSACE LORRAINE

Mme Georgiana Mihai

Assistante de projet, chargée de la communication avec les médiateurs de santé et les autorités sanitaires. Elle forme les femmes roms pour qu'elles deviennent médiatrices de santé afin d'assurer la liaison entre les autorités locales et les communautés roms.

ROUMAIN ET ANGLAIS

Mme Georgiana Mihai > RÉGION D'ACCUEIL NORD-PAS-DE-CALAIS
PICARDIE/CHAMPAGNE-ARDENNE

MÉMORIAL SAINT PETERSBOURG

Mme Stefania Kulaeva

Directrice.

RUSSE ET ANGLAIS

Des milliers de roms vivent au Nord de la Russie dans des conditions inacceptables : taux de chômage élevé, absence d'éducation, absence d'équipements sanitaires, fort taux de mortalité. Il est extrêmement difficile pour les enfants roms d'accéder au collège tandis que dans les écoles primaires, les enfants roms et russes sont séparés. Une exclusion justifiée en invoquant le manque de propreté des enfants roms et le fait qu'ils seraient porteurs de maladie. Or, les roms sont également exclus des installations sanitaires publiques, les "banya". L'association Mémorial souhaite aujourd'hui construire un banya pour les enfants roms, afin de répondre aux exigences sanitaires et faciliter leur intégration dans l'école.

RÉGION D'ACCUEIL NORD-PAS-DE-CALAIS/PICARDIE/CHAMPAGNE-ARDENNE

Serbie

CŒUR Tsigane

Zivojin Mitrovic

Directeur de l'association.

ANGLAIS, SERBE, ROMANI

Créée en 1999 par des Roms dans le quartier de Borca (l'agglomération de Belgrade) Cœur tzigane a pour but d'aider les membres de cette communauté dans tous les aspects de la vie quotidienne : reconnaissance de leur droits, accès à l'éducation, collecte et distribution d'aide alimentaire, soutien juridique, préparation à l'entrée en primaire et soutien pour la poursuite des études secondaires voire supérieures.

RÉGION D'ACCUEIL RHÔNE-ALPES

GROUP 484

Mme Zagorka Aksentijevic

Coordinatrice de projet.

SERBO-CROATE ET ANGLAIS

Suite aux guerres de l'ex-Yougoslavie, la Serbie a dû faire face à de nombreux mouvements de population et à la nécessité de construire la confiance entre population locale et nouveaux arrivants dans un contexte où la crise économique et sociale rend la population de Serbie peu tolérante envers les migrants. Le groupe 484 développe un nouveau programme destiné à encourager les jeunes à s'engager pour l'intégration des migrants et des minorités. 30 jeunes ont reçu une formation pour développer un réseau de coopération (ils appuient 50 jeunes dans 5 villes) et améliorer la situation des migrants forcés dans 5 communautés.

RÉGION D'ACCUEIL CENTRE ET RHÔNE-ALPES

ASAV, ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL DES VOYAGEURS

M. Yannick Lucas

*Médiateur socio-sanitaire
entre les différentes institutions
et la communauté Rom.*

FRANCOPHONE

Créée en 1990 dans une dynamique de soutien aux gens du voyage et aux Roms, l'ASAV lutte contre les discriminations dont ils sont victimes notamment à travers la non prise en compte de cette population dans la définition des politiques publiques. L'association a donc un rôle d'interpellation des pouvoirs publics, elle apporte appui technique et conseils pour soutenir toutes les revendications et les volontés d'expression des Roms. Parallèlement à cette démarche de lobbying, l'ASAV a des domaines d'intervention variés, à l'image des difficultés rencontrées par les populations roms : domiciliation, conseil et appui juridique, amélioration des conditions d'habitat, accès aux soins, aide à la création et à la gestion d'entreprise individuelle.

RÉGION D'ACCUEIL BRETAGNE/PAYS-DE-LOIRE

FRCCF FONDATION ROUMAINE POUR LES ENFANTS, LA COMMUNAUTÉ ET LA FAMILLE

Mme Andréa Lieb-Nemes

*Psychologue de formation,
coordinatrice de projet depuis 2003.*

ROUMAIN ET ANGLAIS

L'association œuvre pour les enfants Roms du nord ouest de la Roumanie qui quittent leur foyer et migrent en France pour trouver des sources de revenus supplémentaires. Ils se retrouvent alors livrés à eux-mêmes dans les rues de Paris, confrontés à la délinquance ou à la prostitution voire au trafic humain. L'objectif de l'association est d'offrir des alternatives concrètes à ces enfants en respectant leurs droits de grandir dans une famille et de bénéficier d'une éducation. En amont, l'association s'occupe d'alerter les parents et les enfants concernant les dangers liés aux migrations, elle organise également des activités éducatives et des parcours d'insertion professionnelle qui sont des alternatives aux migrations.

RÉGION D'ACCUEIL NORMANDIE

FEMMES DE LA TERRE

Mme Haoua Lamine

*Diplômée d'un DEA en droit,
elle s'occupe de l'étude des dossiers,
des recherches de financement ainsi
que de la coordination de l'équipe.*

FRANCOPHONE

Créée en 1992, l'association Femmes de la Terre aide et soutient les femmes d'origine étrangère dans leurs démarches administratives et sociales afin qu'elles puissent être informées, soutenues et accompagnées concernant leurs droits en France (droits au séjour, nationalité). L'association porte une attention particulière aux femmes victimes de violence et agit en réseau pour réduire la double discrimination dont elles sont victimes en tant que femmes et étrangères. L'association Femmes de la Terre facilite leur insertion sociale et citoyenne en France.

RÉGION D'ACCUEIL BRETAGNE/PAYS-DE-LOIRE

Les partenaires à travers la France

Alsace-Lorraine

Maria Paula **CORREIA LIMA DE ALMEIDA** (AS-PTA) Brésil
Robert Janos **VASZI** (Romani Criss) Roumanie

Aquitaine/Poitou-Charentes

Evis **PAPAS** (FBSH) Albanie
Erwin Freddy **MAMANI MACHACA** (Programme Nina) Bolivie
Delia **PINTO MELGAREJO** (Programme Nina) Bolivie
José Antonio **MELENDEZ MEZA** (DESMI) Mexique

Auvergne/Limousin

Inoussa **GANDA** (Mooriben) Niger
Zabeirou **MAHAMANE** (Scouts) Niger
Idrissa **TAHIROU ISSA** (Afrique verte) Niger

Bourgogne/Franche-Comté

Paul **VANDEWNA** (CDD) Cameroun
Lesbia Maribel **MORALES SICAN** (CCDA) Guatemala
Maria de Lourdes **COSSA** (KULIMA) Mozambique
Alexis **SEID GAYE** (ACORD) Tchad

Bretagne/Pays-de-Loire

Yannick **LUCAS** (ASAV) France
Haoua **LAMINE** (Femmes de la terre) France
Robert **METAYER** (Tèt Kole) Haïti
Edwin Romeo **CORTEZ ESTEVEZ** (FUNPROCOOP) El Salvador
Perumal P. **SIVAPRAGASAM** (HDO) Sri Lanka

Centre

Nicholas **CHINNAPAN** (IRDS) Inde
Zagorka **AKSENTIJEVIC** (Group 484) Serbie
Boulbaba **ZINELABIDINE** (RADDO-ASOC) Tunisie

Ile-de-France

THET **NAING TUN** (SEM) Birmanie
Anthony **BALISWAMY** (MMTC) Inde
Odilon **ESPINOLA** (FNC) Paraguay
Chakkrid **CHANSANG** (CPCR) Thaïlande
Somboon **CHUNGPRAMPREE** (SEM) Thaïlande

Midi-Pyrénées/Roussillon

Gilberto **JUNIOR COSTA** (MJARC) Brésil
Rouayda **SABA** (MADA) Liban
Désiré **BALLO** (Centre Djoliba) Mali

Normandie

Viviana **QUARANTA** (AE) Argentine
Andréa **LIEB-NEMES** (FRCC) Roumanie

Nord-Pas-de-Calais/Picardie/Champagne-Ardenne

Lionel **FLEURISTIN** (KNFP) Haïti
Ayyavu **KILLIVALAVAN** (HRFDL) Inde
Arze **GLIPO-CARASCO** (IRDF) Philippines
Georgiana **MIHAI** (Romani Criss) Roumanie
Stefania **KULAEVA** (Mémorial St Petersburg) Russie

Provence-Alpes-Côtes-d'Azur/Corse

H. Yahia **ABI MHAMED** (RADDO-APEB) Algérie
Alfredo **FERRO MEDINA** (IMCA) Colombie
Julia **MENDOZA** (AVANCSO) Guatemala
Ali **FAHMI** (FSPI) Indonésie

Rhône-Alpes

Gbahi **KOUAKOU** (JAB) Côte d'Ivoire
Alemayehu **MECHESSA** (OSRA) Ethiopie
Christina **SAMY** (SWATE) Inde
Zagorka **AKSENTIJEVIC** (Group 484) Serbie
Zivojin **MITROVIC** (Cœur Tsigane) Serbie

Le CCFD : 28 Mouvements et Services de l'Église catholique de France

- * **ACE** - Action catholique des enfants
- * **ACGF** - Action catholique générale féminine
- * **ACI** - Action catholique des milieux indépendants
- * **ACMEC** - Action catholique des membres de l'enseignement chrétien
- * **ACO** - Action catholique ouvrière
- * **CMR** - Chrétiens dans le monde rural
- * **Coopération missionnaire - OPM**
- * **Enseignement catholique**
- * **Équipes enseignantes**
- * **JEC** - Jeunesse étudiante chrétienne
- * **JIC** - Jeunesse indépendante chrétienne
- * **JICF** - Jeunesse indépendante chrétienne féminine
- * **Jeunesse mariale**
- * **JOC** - Jeunesse ouvrière chrétienne
- * **MCC** - Mouvement des cadres et dirigeants chrétiens
- * **MCR** - Mouvement chrétien des retraités
- * **Mission étudiante catholique de France**
- * **MEJ** - Mouvement eucharistique des jeunes
- * **Mission de la mer**
- * **Mouvement du Nid**
- * **MRJC** - Mouvement rural de jeunesse chrétienne
- * **Pax Christi**
- * **Scouts et Guides de France**
- * **SNAEP** - Secrétariat national des aumôneries de l'enseignement public
- * **Société de Saint-Vincent de Paul**
- * **UNCEAS** - Union nationale des centres d'études et d'actions sociales
- * **VEA** - Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui
- * **Voir ensemble**

